

Sommaire

Rapport explicatif d'appui au document, avec en annexe: Synthèse du débat scientifique qui s'est déroulé au sein du Comité italien, de 1975 à 1990.

Document approuvé par l'Assemblée ordinaire du Comité italien (Rome, 1990).

Rapport explicatif d'appui au document

Lorsqu'un organisme culturel complexe, tel que l'ICOMOS, se penche sur lui-même et s'interroge sur sa propre existence, il ne peut se passer de contrôler les transformations qui ont lieu dans sa doctrine et son activité par rapport aux «conditions au contour» du domaine qui l'intéresse.

Et sur un délai de temps d'un quart de siècle c'est bien possible de tirer quelques résultats de cette démarche, en reparcourant le chemin dès le début jusqu'à présent. De plus, c'est important de le faire en toute sincérité, hors des tentations chauvinistes ou des plaintes auto-critiques quand l'organisme qui s'interroge se configure — comme l'ICOMOS — en maintes sections nationales, chacune desquelles est enracinée dans un «humus» très spécifique et inséré dans un contexte marqué par des caractères saillants.

Se confronter à cœur ouvert avec les partenaires permet donc non seulement de mieux comprendre sa propre évolution mais aussi d'en cueillir les éléments nécessaires à la corriger en cours de route et, surtout, de contribuer à l'éclaircissement des suggestions et des ferments par là entrevus pendant la réflexion d'ensemble et à la détermination des indispensables points de convergence dans l'œuvre commune. C'est dans ce but qu'on présente au colloque, qui s'interroge sur un quart de siècle d'existence de l'ICOMOS, un document, accompagné d'un rapport explicatif, qui veut se proposer comme critique vis-à-vis des problèmes encore (ou à nouveau) sur le tapis.

Sans prétendre donc reparcourir toute l'histoire de l'ICOMOS ni — encore moins — représenter comme exemplaire celle du Comité national italien, on peut, en effeuillant ses annales, régulièrement et minutieusement marquant les étapes saillantes d'une activité qui dure désormais depuis vingt-cinq ans, mieux en comprendre

les sujets primaires d'étude et les termes concrets et réalistes par lesquels on s'est efforcé soit de les vulgariser soit de les diffuser ponctuellement dans le milieu des hommes d'étude et des spécialistes.

En effet, dans les mêmes années de la Charte de Venise et de la fondation de l'ICOMOS, au moment où le Comité italien s'est constitué autour des illustres promoteurs (tels que Piero Gazzola, Guglielmo De Angelis d'Ossat et Roberto Pane) il n'y avait que très peu de personnalités convaincues de la bonté de la cause et disponibles à s'y consacrer; le travail à faire, par contre, éprouvant. On a renoncé, nécessairement, à l'acquisition d'un grand nombre d'associés; on s'est basé sur les rares compétences sûres pour consolider la doctrine du groupe. Mais — en même temps — sans en demander l'adhésion préalable aux principes, on a ouvert les portes de la collaboration, de la confrontation sérieuse, de la participation paritaire au travail envisagé, à tous les hommes d'étude, de l'Université, de l'Administration, du Pouvoir public; aux opérateurs aux différents niveaux et branches dans le domaine de la sauvegarde des monuments.

Egalement, à travers la participation aux débats internationaux à l'occasion des Assemblées générales (dont une, en 1981, a été organisée à Rome) notre Comité a toujours soutenu la continuité dans le temps d'une doctrine qui, à partir de la Charte de Venise, a permis d'arriver à formuler les conditions pour la pleine sauvegarde des villes et des centres historiques.

L'activité scientifique individuelle a, naturellement, alimenté et soutenu jusqu'à présent cet effort collectif, dont on est fier, même si on ne s'exalte pas, en connaissant bien la longueur et les difficultés de la route à venir.

Le Comité italien, tout en sachant bien ne pas être arrivé au bout du travail, s'adresse par ce moment à l'ICOMOS en général, à tous les Comités nationaux, en remettant, d'une part, au jugement collectif l'ensemble de ses réflexions et, de l'autre, en rappelant l'attention collective sur la gravité de la situation du patrimoine monumental dans le monde et sur l'urgence d'interventions savantes et à temps.

Dans le détail on demande à ce propos que l'ICOMOS veuille bien instituer une commission permanente sur la doctrine, en tant que fondement et principe de toute œuvre de protection et de sauvegarde du patrimoine monumental dans le monde.

C'est nécessaire, d'autre part et de plus en plus qu'on continue l'effort pour comparer la situation italienne à celle des autres pays (européens ou non) dans le but de reconnaître la problématique qui est

commune et de contribuer de façon concrète et solidaire à la tutelle du patrimoine.

Une remarque peut être encore faite à propos de la Charte de Venise qui, rédigée et adoptée — dans un cadre culturel très précis — un an avant la constitution de l'ICOMOS, en a représenté, jusqu'à aujourd'hui, le point de repère de l'activité, le nœud de la doctrine, le support idéal de toute stratégie.

En élargissant toutefois dans un contexte mondial son champ d'action, l'ICOMOS ne peut ne pas tenir compte que pour beaucoup de pays les «conditions au contour» sont très diversifiées et que certaines affirmations de la Charte de Venise (dans une formulation et surtout dans des traductions qui quelquefois dénoncent l'époque et les conditions dans lesquelles elles avaient été exprimées) peuvent donner lieu à plusieurs équivoques lexicales et — par conséquent — à des rejets dangereux non seulement pour l'action générale de l'ICOMOS mais, surtout, pour la politique de sauvegarde dans le cadre de la «conservation intégrée».

Il paraît donc bien arrivé le moment de vérifier, d'une façon paisible et sereine, mais aussi rigoureuse et documentée, l'actualité de la Charte de Venise. Convaincus, comme nous le sommes, de la validité de ses principes et des ouvertures que — encore dans le présent et fort probablement dans le futur — la Charte de Venise offre à ceux qui travaillent à la conservation du patrimoine monumental du monde entier, nous demandons que, à partir de Lausanne, l'ICOMOS prenne sérieusement en charge la lecture philologiquement approfondie et en critique de ce document fondamental, pour évaluer d'où peuvent sortir les réserves avancées sur son texte, les ambiguïtés de comportement et d'interprétation «sur le champ» par rapport aux principes généraux parfois non pleinement absorbés par les cultures locales.

On pourra faire ça par un groupe de travail «ad hoc» ou par d'autres moyens. L'important c'est d'en reconnaître la nécessité urgente et d'établir tout de suite un instrument souple et rigoureux pour sa mise en œuvre.

C'est en jeu, sans aucun doute, la doctrine élaborée par l'ICOMOS et — ce qui est plus grave — la philosophie même qui règle toute opération de sauvegarde, de protection, de conservation des monuments historiques. Il faut annuler les équivoques, dissoudre les ombres et les nuages, effacer les malentendus, afin que par l'action de tous, l'ICOMOS puisse encore et toujours jouer son rôle de catalyseur culturel dans le monde sur des pouvoirs publics, financiers et d'entreprises à la sauvegarde des biens architecturaux.

Le débat qui, à l'intérieur même de notre Comité, s'est produit pendant des longues années à cet avis, a permis de mettre sur pied, de façon systématique et unitaire, une stratégie globale pour cette action de sauvegarde, adressée avant-tout à rejoindre, à convaincre, à impliquer dans notre engagement soit les Pouvoirs responsables soit les gens à former et à préparer pour la continuité de notre politique culturelle.

Si on se présente à ces deux catégories d'interlocuteurs, si différentes entre elles mais si proches dans leur soupçon et leur méfiance vers la réalisation de nos buts, sans avoir préalablement choisi une ligne de conduite unifiée dans la cohérence à des principes universellement partagés, notre débat sera assurée.

Si, par contre, on se conduit comme on l'a fait pendant les vingt-cinq ans de notre histoire, d'une façon ordonnée et rigoureuse soit sur le plan culturel soit sur celui de l'activité, les forces multiples et toujours plus nombreuses qui se manifestent dans le domaine de la conservation intégrée des monuments, ne peuvent que se rallier sur une opinion devenue, pendant ce quart de siècle (et, on peut bien le dire, grâce à l'ICOMOS) décidément gagnante.

Il faut en tenir compte et contrôler, soit de l'observatoire international, soit des «laboratoires engagés» des Comités nationaux, le développement de chaque système professionnel, les façons de formation pratique des spécialistes à tout niveau, ainsi que l'adaptation aux exigences spécifiques des différentes expériences culturelles.

Et, à éviter toute dispersion d'énergies, il faut encore tirer des suggestions qui parviendront des thèmes précis pour l'indispensable définition du tableau opérationnel de l'ICOMOS.

La «conscience critique» de la Charte de Venise doit permettre aussi à l'ICOMOS de bien conduire sa campagne pour sensibiliser et rappeler à formes concordées de coopération les différents sujets, en en faisant converger les intentions.

Dans l'effort d'élargir et de faire partager la plate-forme commune de réflexion et d'engagement, il a de mieux en mieux ouvert le dialogue avec les Pouvoirs publics et offert aux jeunes les conditions les plus favorables pour une formation systématique, en contribuant de manière concrète à la définition des points nationaux de repère pour l'exploitation des buts institutionnels propres aux Administrations nationales, régionales ou locales.

Le dialogue se fait donc, sur le papier, plus agile, la communication plus simple, l'engagement plus serré, la collaboration plus étroite.

Ce qui n'empêche que l'activité institutionnelle quotidienne de notre Comité doit subir des sursauts à cause soit des difficultés d'implantation des nouvelles structures, soit des conflits de compétence entre ministères, soit encore de la nouveauté et de la complexité des problèmes proposés par les modèles de vie actuelle.

A ce propos, deux événements similaires doivent être mis en relief de façon prioritaire. Il s'agit de l'institution, dans le cadre du Gouvernement italien, en 1975, du Ministère pour les biens culturels et, en 1989, du Ministère de l'université et de la recherche scientifique.

Par le premier, le colossal patrimoine monumental et artistique italien a pu être mis sous la protection d'une structure «ad hoc», avec des fonctionnaires directement responsables et intéressés, avec des organes collégiaux de gestion à forte représentation du monde culturel à compétence spécifique, ouverts à la coopération et au dialogue.

Par le deuxième, l'université et la recherche passent à s'occuper, en pleine autonomie et sans entremises bureaucratiques, directement de la formation soit des cadres de contrôle, soit des opérateurs culturels aux plus hauts niveaux. Dans ce Ministère ainsi que dans l'autre, les structures de gestion sont encore heureusement souples et très représentatives du monde des études y agissant; et où l'ICOMOS est pleinement reconnu dans sa fonction, son rôle et son autorité culturelle.

Suivant à la trace l'analyse menée jusqu'à présent, on rejoint l'actualité des deux sujets principaux de recherche concernant, d'une part, l'action législative de tutelle du patrimoine monumental et l'organisation de service; de l'autre, la formation à tous les niveaux des cadres travaillant à ce secteur: et, en plus, les liens et les problèmes entremêlés qui poussent à surprise des deux en action réciproque. On sait fort bien que toute proposition de loi est prérogative des Parlements et on ne veut absolument pas les remplacer; mais les suggestions et les conseils de la compétence technique sont indispensables à éclairer pleinement l'argument et à souligner le noyau essentiel de toute loi exhaustive; qui devra assurer dans la gestion des services l'unité des programmes, l'homogénéité des critères et des méthodes de conservation, la continuité de l'action, la rigueur scientifique, la correspondance entre doctrine et praxis, l'efficacité technique et la connaissance des technologies, et, enfin, la promotion culturelle des citoyens, dans une perspective d'éducation permanente.

Le Comité italien de l'ICOMOS estime essentiellement que toute action de tutelle doit avoir comme point de repère quelques principes qui deviennent le support à ce qu'on demande dans la dernière

partie du document. Et précisément il faut avant tout acquérir le concept de «bien culturel» en entendant par conséquent le domaine disciplinaire exigé par la culture actuelle; deuxièmement, introduire l'idée de «conservation intégrée», afin de garantir la connexion nécessaire entre les problèmes de sauvegarde des biens culturels et le processus de développement de la société civile; troisièmement, confier nécessairement l'action de tutelle sur tout le patrimoine des biens culturels, unifiée soit sous l'angle des lois et des règles de droit, soit sous celui de l'administration et des fonctions, à un seul organe de l'Etat; et encore, respecter l'intérêt primaire de la communauté à la conservation, sanctionné par la Constitution, qui confirme que toute attribution de responsabilité en matière doit être confiée à l'Etat, tout en reconnaissant les autonomies locales; reconnaître aussi le professionnalisme des spécialistes à tout niveau, par la création de tableaux appropriés, afin d'assurer la qualité et l'efficacité nécessaires aux actions de sauvegarde; et réviser, à la suite de tout ça, les organisations professionnelles et didactiques qui seront ainsi dirigées aux exigences et aux objectifs de la tutelle et de la conservation; accepter enfin l'idée qu'il faut exercer de manière globale l'œuvre de sauvegarde, à travers soit la collaboration active et la liaison étroite entre le personnel préposé à chaque branche de secteur, soit l'information correctement diffusée non seulement aux gens du métier mais aussi à ceux qui jouiront de la conservation et qui en doivent prendre pleinement conscience dès le début.

C'est un engagement qui demande en même temps une présence assidue auprès du Pouvoir ainsi que des Organisations internationales et cependant la capacité d'en garder ses distances; une volonté acharnée d'aboutir et une patience sans borne devant les défaillances et les échecs; un travail quotidien dur et, en même temps, une disposition à la réflexion sereine et détachée pour accrocher à peu de principes durables et fermes les innombrables et toujours différentes questions pratiques que la vie concrète nous propose sans cesse. Il ne faut donc pas s'étonner si avec de telles exigences le résultat dans l'ensemble reste piètre: mais il faut persévérer dans l'effort, conscients comme on est que les difficultés et les obstacles, même en descendant des différentes situations spécifiques que chaque pays doit affronter dans la logique globale propre à son développement, se rapportent tous à des exigences primaires communes; qui concernent soit la nécessité de lois adéquates et d'une action politique coordonnée dans chaque pays, ainsi que dans les communautés internationales, soit l'organisation des services de tutelle et de contrôle centraux; qu'on retrouve explicitement aux points de B) à D) du document. On revient, par une autre

voie, à l'urgence, qui n'admet aucun délai, de la formation comme exigence prioritaire, à tous les niveaux et en toute direction.

C'est dans cette conviction profonde que le Comité italien de l'ICOMOS a abordé, dès sa naissance, cet argument primaire et dans les derniers trois lustres en forme progressivement intensifiée.

Et il l'a mis aux points (E et F) finaux de ce document. De plus il ne faut pas oublier les nombreuses occasions de confrontation à ce sujet, dans le temps; représentées par les différents colloques et séminaires, dont les Actes constituent encore de nos jours le témoignage systématique.

Plus récemment à Ferrara, en octobre 1989, un colloque international, organisé par ICCROM et ICOMOS, sur «l'évolution de la formation post-universitaire en conservation architecturale et urbaine» a essayé d'en faire le point à propos de la condition actuelle et des causes qui l'ont déterminée: la plus profonde desquelles paraît consister dans l'accroissement de la notion même de patrimoine culturel. Par conséquent est augmentée la demande de formation, se sont multipliés les établissements d'enseignement pour répondre aux exigences toujours croissantes de compétences sûres; et des nouvelles propositions dans ce domaine viennent de paraître un peu partout.

C'est donc la formulation d'une théorie de la conservation intégrée plus homogène avec ses objectifs primaires qui suggère une révision complète du système d'enseignement, afin de devancer les besoins et les aspirations de formation et de fournir à la sauvegarde du patrimoine monumental les moyens et les instruments nécessaires: qui sont profondément diversifiés à la suite des diverses situations locales qu'il faut bien savoir comprendre préalablement.

Mais parallèlement à l'élargissement de la notion de patrimoine et à la position en clef régionale des problèmes qui en descendent, il ne faut pas oublier que la rigueur scientifique pose elle aussi des nouvelles exigences, toujours plus spécifiques et approfondies dans les différents secteurs. Ce qui rend de plus en plus nécessaire la formation des spécialistes, d'une part, et leur convergence interdisciplinaire, de l'autre. C'est un des nœuds les plus inquiétants et jusqu'à présent pas encore dissous de la culture contemporaine. Ainsi qu'une discipline mieux coordonnée des différents systèmes professionnels, centrée sur la reconnaissance des compétences authentiquement acquises afin d'exercer le «métier», si difficile et dangereux (pour les monuments!), de leur sauvegarde.

Au delà de toute divergence engendrée par les conditions socio-économiques de chaque milieu, la mise au point d'une méthodologie scientifique précise s'impose donc: c'est le premier pas indispensable pour une formation de base unifiée et solide, dont les principes généraux soient universellement reconnus et acceptés.

Il faut le faire tous ensemble, sans délais, de façon rigoureuse et précise.

En conclusion, l'effort que notre Comité a fait, à partir de la situation italienne, mais aussi de la conviction que les difficultés dans ce domaine sont à peu près les mêmes dans tout le monde, veut aboutir non à la définition abstraite d'une théorie mais à repérer pour l'avenir de l'ICOMOS un travail spécifique, concentré sur quelques arguments de base, qui puissent dans le temps contribuer à l'attribution à l'ICOMOS d'un rôle renouvelé et qualifiant dans le cadre international.

Synthèse du débat scientifique qui s'est déroulé au sein du comité italien, de 1975 à 1990

Les études et les recherches menées dans le domaine de la conservation des biens culturels en Italie ont toujours été, par tradition, très poussées. On les doit notamment à des chercheurs tels que C. Boito, C. Brandi, G. Giovannoni, et d'autres encore, et à l'activité des chaires de restauration des monuments, d'histoire de l'architecture, et, peut-être davantage, des caractères de style et de construction des monuments; ces chaires font partie en Italie des facultés d'architecture et des écoles de spécialisation en restauration des monuments de Naples et de Rome, en activité depuis plusieurs dizaines d'années dans l'université italienne. Par ailleurs, il faut aussi mentionner l'œuvre des fonctionnaires des services publics (surintendances, bureaux et institutions centrales de l'Etat).

Dans un tel contexte, le Comité italien ICOMOS a toujours cherché, depuis sa fondation, à cerner son propre rôle dans le domaine des études sur la conservation et la restauration, et s'est basé sur l'œuvre de ses membres choisis parmi les plus grands experts italiens originaires aussi bien de l'université que des professions libérales ou de l'administration publique.

Au fil des ans, le Comité italien s'est efforcé de publier les actes des différentes rencontres faisant état des exposés, des idées qui se sont fait jour au cours des débats, et des conclusions de chaque réunion. Ceci permet de disposer aujourd'hui d'une documentation scientifique spécialisée et très importante pour la recherche — même si elle

ne se refere qu'aux quinze dernières années. Malheureusement, il convient de souligner que ces publications étant en italien, elles n'ont pas eu la diffusion qu'elles auraient méritée au sein de la communauté scientifique internationale. En revanche, lorsqu'on a pu les faire traduire, elles ont été l'objet d'un consensus général. A cet égard, on peut citer l'exemple du texte final de la rencontre qui s'est tenue à Rome les 9 et 10 juin 1983, sous la présidence du professeur Michel Parent, document connu sous le nom de «Déclaration de Rome».

Sous l'égide de hautes personnalités de la culture (parmi lesquelles R. Bonelli, G. De Angelis d'Ossat, B. Molajoli, R. Pane), le Comité a choisi de mener une action constante tant sur le plan national qu'international. En effet, nous nous sommes attachés non seulement à approfondir la connaissance de la situation de notre pays, mais aussi à la confronter avec les réalités des autres pays, jugeant que la mission d'un organisme tel que l'ICOMOS est d'agir à l'échelle internationale.

Activités au niveau international

Il convient de rappeler avant tout la rencontre internationale d'étude sur la terminologie comparée¹, qui eut lieu en 1976, et qui conduisit à la définition et à la standardisation, dans les principales langues européennes (français, anglais, allemand, espagnol, finnois et russe), d'un certain nombre de termes (55) relatifs à des «objets» et à des «actions» d'interventions sur des biens architecturaux et de l'environnement, ainsi qu'à des recommandations en vue de la constitution d'une commission permanente de l'ICOMOS. Ces résultats furent approfondis en 1981, au cours d'une autre rencontre promue par le Centre ICOMOS, par un groupe d'experts qui parvint à l'élaboration d'une nouvelle liste d'environ soixante termes en français, en anglais, en espagnol, et en italien, en mettant l'accent en particulier sur les mots-piège. Ces spécialistes recommandèrent également que la Commission permanente citée plus haut devant être mise en place au sein de l'ICOMOS, ait la tâche de former et de diriger un groupe de travail chargé de rassembler, de définir, de traduire et de diffuser les termes les plus utilisés dans notre discipline.

Par ailleurs, une importante contribution dans le secteur de la formation professionnelle des architectes et des ingénieurs de la conservation et de la restauration des monuments a été fournie par le «Centre international pour la conservation des monuments et des sites», inauguré le 22 juillet 1980, dans une aile du couvent de S. Maria del Pozzo à Somma Vesuviana, que l'Office provincial du tourisme de

Naples avait mis à la disposition de l'ICOMOS. Cet organisme avait également prévu d'accueillir, après sélection, quinze élèves pour chaque cours. Le Comité scientifique, constitué des professeurs R. Lemaire, B. Feilden, R. Di Stefano, et de l'architecte F. Leblanc, se chargea d'organiser (avec le concours du directeur du Centre, le professeur G. Fiengo et de l'architecte R. A. Genovese), au cours de l'année 1980-1981 (à titre expérimental), d'une part, un programme de cours et de séminaires de spécialisation — donnés par quatre ou cinq professeurs universitaires italiens et étrangers, ayant pour but la formation professionnelle de 15 jeunes architectes et ingénieurs; et d'autre part, une série de rencontres d'experts des diverses disciplines.

Malheureusement, à la suite du tremblement de terre du 23 novembre 1980, le couvent fut gravement endommagé, et on dut renoncer à ces initiatives qu'enseignants, élèves et experts avaient entrepris avec un grand enthousiasme.

Un autre apport d'une importance capitale, à caractère international, a été fourni par le Comité italien pour la création d'un organisme régional, dont la mission est d'encourager et d'organiser — dans le cadre de la politique culturelle de l'ICOMOS — la coopération entre les pays méditerranéens, en accord avec l'UNESCO, le Conseil de l'Europe, l'ALECSO et les autres organismes et institutions méditerranéennes qui poursuivent des objectifs analogues. A cet effet, une organisation pour la «Coopération pour le patrimoine architectural de la Méditerranée» (COPAM) a été constituée à Naples en novembre 1983, et ratifiée en janvier 1984 par le Comité exécutif ICOMOS (les statuts n'ont été signés à Valence qu'en décembre 1985). Le COPAM s'attache à organiser, au sein de l'ICOMOS international, une structure régionale travaillant en étroite collaboration avec les organes centraux de notre association, dans la réalité culturelle et opérationnelle d'une zone géographique déterminée. Les membres du COPAM sont les comités des quatorze pays méditerranéens.

A travers les congrès internationaux³ qui se sont tenus de juillet 1985 à mars 1989, à Naples, Tunis, Lisbonne et Ischia, le COPAM a mené une action de promotion efficace pour la sauvegarde de ce patrimoine, qui, menacé par les effets de la standardisation des modes de vie, risque de voir les spécificités de sa culture méditerranéenne réduites à néant.

Une autre contribution digne d'attention a été l'action menée par la VI^e Assemblée générale de l'ICOMOS et le colloque scientifique «Pas d'avenir sans passé»⁴, organisé par le Comité italien à Rome, Vérone,

Barcelone et Florence, du 29 au 30 mai 1981. Tous les participants, à l'unanimité, reconnurent l'extrême intérêt présenté par ces sessions de haut niveau qui bénéficièrent d'une parfaite organisation. Les thèmes traités respectivement dans les quatre villes citées ci-dessus furent: la «Profession», les «Structures», la «Doctrine», et les «Matériaux». Par ailleurs, des visites en rapport avec les thèmes à l'étude furent organisées sur des chantiers.

A partir de ce que l'on vient d'exposer, l'on enregistre que la doctrine même de la Restauration fait l'objet d'une analyse de plus en plus approfondie, qui a culminé dans la collaboration avec l'ICOMOS international à l'organisation, en novembre 1989, du Séminaire «Révolutions et biens culturels»⁵, dont les actes sont sous presse. Ce séminaire a commencé à analyser — et se propose de continuer à le faire au cours d'une nouvelle rencontre qui aura lieu à Paris dans les mois à venir — les effets des mouvements socio-politiques (révolutionnaires et réformistes) sur la conservation des biens culturels, à travers deux siècles d'histoire à l'échelle mondiale, en examinant l'apport spécifique des grands mouvements de libération nationale et anti-coloniale du XIX^e et du XX^e siècles, et des révolutions socialistes et populaires de 1917 à nos jours.

D'autre part, l'importance grandissante de l'étude des aspects relatifs à l'économie appliquée aux biens culturels⁶ est apparue évidente. Ces aspects ont été également examinés par des membres influents de l'ICOMOS en vue de la définition d'un axe de recherche qui a donné lieu à la constitution du «Comité scientifique international sur les problèmes de l'Économie», auquel le Comité italien a apporté un soutien déterminant.

Activités au niveau national

Les activités nationales ont été marquées par une série de rencontres qui se sont canalisées sur l'approfondissement des aspects aussi bien théoriques et pratiques que spécialisés. En effet, en ce qui concerne la théorie, le Comité a organisé à Ravello, deux réunions fondamentales ayant pour thème «Restauration: exigences culturelles et réalités opérationnelles»⁷ en 1975, et «La Restauration en Italie et la Charte de Venise»⁸ en 1977. D'autre part, en 1984, Naples a été le théâtre des journées internationales d'étude sur «Architecture et centres historiques: connaissance et mise en valeur»⁹.

Sur le thème de la théorie, en particulier, il convient de rappeler les nombreuses rencontres¹⁰ qui ont eu lieu de 1975 à 1987, et qui ont réuni les professeurs d'histoire de l'architecture et de restauration des

monuments. Ou encore le colloque¹¹ organisé en 1978 par le Comité italien en collaboration avec le Conseil de l'Europe, et les séminaires qui se sont tenus à Naples en 1986¹² et en 1987¹³ et qui ont eu pour thème la formation universitaire et post-universitaire des experts de restauration des monuments.

Dans le domaine technique, on a examiné, au cours des séminaires organisés par l'ICOMOS à Somma Vesuviana, les problèmes de méthodologie du projet de la restauration architecturale (novembre 1980), ainsi que les questions ayant trait aux aspects du renforcement statique (juin 1981). La conservation du bâti, ainsi que les matériaux et les techniques ont été étudiés avec un intérêt particulier au cours de la rencontre¹⁴ coordonnée par le professeur M. Dezzi Bardeschi, qui s'est tenue à Milan en avril 1979.

Les expériences relatives aux problèmes de la conservation des biens culturels dans les zones à risque sismique se sont révélées particulièrement intéressantes. Elles ont fait l'objet de deux réunions¹⁵, à Udine en décembre 1976 et en avril 1977. En outre, la recherche confiée au Comité italien ICOMOS par la Ville de Naples, à la suite du tremblement de terre du 23 novembre 1980, a porté à la mise sur fiches (env. 7000) du patrimoine existant, à l'évaluation du niveau de protection de chaque bâtiment, et enfin, à la définition d'orientations précises pour l'élaboration des plans de réhabilitation. Ce travail considérable du Conseil de direction du Comité italien ICOMOS, qui a bénéficié de la collaboration d'experts dans les différentes disciplines, a été coordonné par le professeur R. Di Stefano. Il a été publié en 1982, avec la contribution de la Mairie de Naples, en un somptueux volume intitulé «Orientations pour la restauration du centre historique de Naples».

Enfin, il convient de signaler les rencontres organisées par le centre ICOMOS à Somma Vesuviana en 1981, et qui avaient pour but l'examen de problèmes spécifiques tels que la protection du patrimoine architectural industriel et l'étude de la restauration archéologique, y compris des vestiges sous-marins.

Parallèlement, et en ce qui concerne plus particulièrement la politique de protection des biens culturels en Italie, les congrès¹⁶ de Sorrente (1979), Rome (1981, 1983), et Capri (1984) ont fourni plusieurs occasions d'étude et d'analyse critique des diverses réglementations soumises au parlement et de leurs critères d'inspiration.

On a tiré de toutes ces activités une série de conclusions au cours des congrès qui se sont tenus récemment à Turin (1988)¹⁷ et à Rome (1989)¹⁸. Ces conclusions ont porté à la définition d'orientations

principales qui, bien que concernant spécifiquement l'Italie, sont également valables ailleurs et peuvent être appliquées aux réalités des autres pays, et permettent de formuler des observations à l'échelle internationale.

R.A. Genovese

Explications des notes

1 *Incontro internazionale di studio sulla Terminologia comparata*, Ravello, 9-10-11 avril 1976

Rapporteurs: G. De Angelis d'Ossat, D. Del Cid, R. Di Stefano, S. Di Stefano, J. Jokilehto, F. Mielke, P. Philippot, A. Skovran, W. Sillanpoe, G. Smirnova, E. Vassallo. Voir: *Restauro* n.32, 1977

2 Voir: R. A. Genovese, *Il Centro internazionale di Somma Vesuviana*, dans «*Restauro*» n.50, 1980.

Les colloques organisés par le Centre ICOMOS ont été:

a) *Metodologia della progettazione del restauro architettonico*, Somma Vesuviana, 10-21 novembre 1980

Rapporteurs: U. Cardarelli, S. Casiello, R. Di Stefano, G. Fiengo, M. Rosi, U. Siola. Synthèse par R.A. Genovese, dans «*Restauro*», n.51, 1980

b) *Il restauro dei monumenti e la formazione professionale universitaria*, Napoli, 6-7 février 1981

Rapporteurs: G. Alisio, J. Barthélémy, A. Belli, U. Cardarelli, R. Di Stefano, G. Fiengo, L. Fusco Girard, R.A. Genovese, R. Mormone, M.L. Scalvini, J. Sornier. Synthèse par R.A. Genovese, dans «*Restauro*», n.52, 1980

c) *Incontro di studio sulla terminologia comparata*, Napoli, 25-27 février 1981

Rapporteurs: G. Alisio, R. Di Stefano, G. Fiengo, R.A. Genovese, F. Leblanc, C. Pernaut, P. Rodgers, M.L. Scalvini. Synthèse par R.A. Genovese, dans «*Restauro*» n.55, 1981

d) *Tecniche di consolidamento*, Somma Vesuviana, 8-9 juin 1981

Rapporteurs: Assan, Duval, M. Mendoza de Oliveira

e) *Archeologia industriale*, Somma Vesuviana, 10-11 juin 1981

Rapporteurs: J. Gazaneo, M. Dezzi Bardeschi, A. Grimoldi, R.A. Genovese

f) *Restauro archeologico e archeologia sottomarina*, Somma Vesuviana, 12-13 juin 1981

Rapporteurs: A. Di Stefano, A. Stazio

g) *Restauro archeologico*, Somma Vesuviana, 22-23 juin 1982

Rapporteurs: L. D'Amore, S. De Caro, A. Di Stefano, F. Federico, E. Guglielmi, W. Johannowsky, P. Piccioli, E. Pozzi Paolini, G. Tocco Sciarelli